

La Logique de guerre

POUR DONNER UNE IDÉE CORRECTE de l'ampleur de la propagande impérialiste et de son fonctionnement, il faudrait sans doute remonter au moins à 1945. La fin de la Seconde Guerre mondiale a donné lieu à un déferlement de mensonges de la part des démocraties occidentales ; ainsi, dans cette analyse, nous dénonçons le mensonge sur le nazisme qui serait le seul mal absolu, mais il aurait fallu parler également de l'accompagnement psychologique du plan Marshall, de la propagande yankee lors de la guerre du Viêt-nam ou des facéties anglo-pacifistes lors de l'indépendance de l'Inde.

Nous devons prendre le temps de donner enfin une interprétation révolutionnaire des rapports entre aliénation et exploitation depuis que l'impérialisme a commencé de se servir intensément des outils modernes de propagande. Aujourd'hui, aucune organisation parmi les plus avancées sur le chemin de la libération et de l'émancipation, c'est-à-dire parmi celles d'extrême gauche, n'arrive à se sortir du bourbier hérité de la disparition de la Gauche Prolétarienne. Les analyses sont toujours insuffisantes, quand elles ne sont pas carrément erronées. Aussi nous fixons-nous comme but de donner quelques éléments d'analyse, dialectiques, en attendant le travail bien plus considérable que ceux qui affirment lutter pour un monde sans classes et sans États devront, de toute façon, accomplir s'ils veulent ne serait-ce que continuer à exister en tant que force politique révolutionnaire. Sinon, nous sommes condamnés à la répétition imbécile des activités groupusculaires qui, depuis 1975 en France, tiennent lieu de sens de la vie pour certains militants, caricatures tristes de ce qu'est un révolutionnaire.



La propagande impérialiste

Depuis deux ans, la propagande impérialiste est entrée dans une phase d'intense activité. Des concepts totalement nouveaux ou revus de fond en comble sont utilisés quotidiennement par les médias pour justifier des politiques qui, elles, restent les mêmes dans la pratique.

Ces concepts, ce sont les Droits de l'homme, le devoir d'ingérence et la logique de guerre. Ces politiques, ce sont celles suivies par les pays impérialistes et les pays dominés à tête desquels se trouvent des bourgeoisies complices de l'impérialisme. Bref, ce sont des politiques suivies partout sur la planète... ou peu s'en faut !



Contre les Droits de l'homme

1989 a marqué le triomphe des Droits de l'homme. D'une part, la fin de la présidence Reagan et la réorientation de la politique étrangère américaine, d'autre part l'effondrement des pays prétendus socialistes ont été les deux événements ma-

jeurs que la propagande des droits de l'homme a voulu expliquer et dont elle s'est nourrie.

En dix ans, la stratégie yankee a en effet radicalement changé. Même si on veut nous présenter l'ère Reagan comme celle du retour définitif au bellicisme, un regard sur ses huit années de présidence force à nuancer ce jugement. Si l'invasion de Grenade et le soutien à la Contra nicaraguayenne sont des points majeurs du programme anticommuniste de Reagan, il n'empêche que la stratégie yankee s'est aussi accompagné d'une promotion de la « démocratie » dans de nombreux pays. En Amérique latine, les militaires ont presque partout cédé le pouvoir aux civils (Argentine, Chili, Salvador, Guatemala, Honduras...) et pourtant, qu'est-ce que cela a changé pour les populations locales ?

Si dans un premier temps Reagan se lançait dans des entreprises guerrières, le véritable bouleversement consistait en l'instauration de régimes plus stables, donc « démocratiques ». Pourquoi? Parce que cela est plus rentable, du strict point de vue économique. Les entreprises exportatrices et les banques ayant comme débiteurs les pays du Sud, toutes directement intéressées à une politique impérialiste efficace, ont dû jouer à cet égard un rôle important dans le tournant mal opéré par Carter, mais bien négocié par Reagan.

Ainsi, les experts républicains qui orientaient la politique extérieure américaine avançaient des schémas très classiques en 1980, au début de la présidence Reagan. Il s'agissait alors une politique interventionniste directe, qui incluait même un éventuel débarquement à Cuba. Mais, huit ans plus tard, ces mêmes experts écrivent que « la persistance de la crise de la dette devrait être mise à profit pour favoriser le passage, en Amérique latine, des gouvernements démocratiques » (c'est-à-dire « démocratiquement » élus) à des régimes démocratiques (c'est-à-dire où la démocratie est la règle acceptée par tous, y compris les militaires aux tentations putschistes). Ces experts recherchent avant tout deux choses : la stabilité institutionnelle et le « passage à des systèmes de libre entreprise et de marché de capitaux ».

Voilà donc dévoilé le rôle assigné à une idéologie comme celle des Droits de l'homme : justifier la permanence de l'exploitation économique sous prétexte que, grâce à un système politico-économique stable, on peut faire respecter lesdits droits.



Les Droits de l'homme ne sont ni subversifs ni radicaux

En effet, les Droits de l'homme ne représentent pas un danger pour les bourgeoisies au pouvoir, mais au contraire une sécurité. Les Droits de l'homme ne sont ni subversifs ni radicaux. S'ils sont la fin de la torture et des emprisonnements, ils ne sont dans le meilleur des cas que cela. Or, on peut tout à fait

aliéner et exploiter en respectant les Droits de l'homme. Les experts américains disent même que c'est plus efficace ! De plus, les Droits de l'homme incluent l'idée d'une normalité de la contestation : puisque le gouvernement ne torture pas ses opposants, ceux-ci doivent contester dans des cadres circonscrits et tolérés.

Par exemple, au Honduras, petit pays d'Amérique centrale, la promulgation en mars 1990 de la loi de remise en ordre de l'économie, avec la bénédiction de l'Agence Internationale pour le Développement (AID) et du Fonds Monétaire International (FMI), s'est accompagnée dans le même temps d'une loi dérivée de la doctrine dite de sécurité nationale, qui interdit un certain type de contestation. Toute contestation illégale est désormais réprimée selon des modes extralégaux et extra-constitutionnels puisque bon nombre d'articles de la nouvelle loi de sécurité nationale sont contradictoires avec les garanties accordées dans la Constitution, texte pourtant fondamental. C'est donc une dictature de caractère démocratique qui s'est mise en place dans ce pays. Et l'on pourrait multiplier les exemples de ce type, en Afrique, en Asie ou en Amérique latine.

Nous sommes contre les Droits de l'homme, car il s'agit pour nous, qui œuvrons à la révolution sociale, à la fin de l'aliénation et de l'exploitation, d'un mensonge de la propagande. La démocratie n'est plus la liberté ni le droit dès lors qu'elle ne tolère rien en dehors de sa propre légalité. C'est ce que les Droits de l'homme sont chargés de faire oublier.

À la mi-1989, la célébration des Droits de l'homme culminait à Paris avec le bicentenaire de la Révolution, alors qu'ailleurs sur la planète des bouleversements importants laissaient croire à l'apparition d'un nouveau monde, capitaliste et d'économie libérale, où chacun serait, sinon riche et heureux, du moins respecté en qu'homme. À l'Est, c'étaient les premiers signes de la fin du socialisme « réel » avec les manifestations en Allemagne démocratique ; au Sud, c'était l'arrivée au pouvoir de dirigeants civils aux idées néolibérales.

Mais tout cela s'accéléra dans les derniers mois de 1989...

★

Le devoir d'ingérence

Les « démocraties » occidentales, du simple fait qu'elles se proclament des démocraties, s'arrogèrent le droit et même le devoir de renverser les régimes plus ou moins différents. Le devoir d'ingérence devint une arme de propagande moralisante de l'impérialisme, qui cherchait ainsi à justifier, ou plutôt à évacuer, la question politique de la libération des peuples, au profit de l'instauration d'un ordre humanitaire prétendument moral. C'est l'invasion yankee à Panama et, bien sûr, toute la campagne médiatique contre la Roumanie de Ceaucescu, qui aboutit à une sorte de Coup d'État où les apparences sont sauves, mais où rien de vraiment profond ne s'est produit.

Car l'invasion de Panama n'est pas à mettre sur le même plan que l'invasion de Grenade, que la guerre du Viêt-nam, ou encore que le conflit du Golfe. Au Viêt-nam et à Grenade, Les États-Unis voulaient mettre fin à des régimes socialistes, tandis qu'avec Noriega il ne s'agissait que de capturer un narcotraffiquant (c'est en effet l'objectif principal, en tout cas selon le chef d'état-major de l'armée yankee, et c'est ce seul objectif qui légitime l'invasion yankee en termes de propagande). Ce prétendu objectif a pour avantage d'être internationalement

consensuel, à l'inverse de l'anticommunisme. Les Droits de l'homme sont ici très clairement au service de l'impérialisme.

En tout cas, Viêt-nam, Grenade, Panama, Roumanie ou Irak, la ligne stratégique fondamentale, elle, n'a pas changé : négation des peuples, asservissement, exploitation, aliénation.

En fait, il n'y a pas restructuration de la propagande impérialiste, ni même réorientation. Il y a une continuité doublée d'une créativité certaine. Et dans le même temps où notre ennemi, la bourgeoisie, travaille d'arrache-pied à inventer de nouveaux leurre idéologiques pour continuer à nous bernier, à nous aliéner, à nous exploiter, nous nous contentons de nos sempiternelles analyses bien rodées, qui ont au moins un avantage : ce n'est pas la peine de trop réfléchir et, si ça ne marche pas, ce n'est pas notre faute, il suffit d'attendre le Grand Soir. Ainsi, les organisations révolutionnaires ont toutes adopté des positions qui nous semblent tout à fait insuffisantes face à la guerre du Golfe. Nous proposons ici au mouvement révolutionnaire une analyse qui ne soit pas au coup par coup, qui prenne donc en compte les tendances profondes de l'impérialisme, et qui permet ainsi de combattre la propagande belliste au vrai niveau où elle opère et sous tous ses aspects.

★
★ ★

LOGIQUE DE LA LOGIQUE DE GUERRE

L'après-Paris ou serons-nous tous des béni-oui-oui ?

Dieu soit loué ! Nous sommes enfin sortis de l'après-Yalta et de la guerre froide. Fini le communisme, terminé le métro-boulot-dodo, *exit* les errements de la société médiatique et ceux de la société de consommation... Grâce aux dirigeants du monde (presque) entier réunis à Paris en novembre 1990, et grâce à ce qu'on appelle déjà la Conférence de Paris (avec des majuscules), la planète va entrer dans une ère nouvelle ! En clair, à l'après-Yalta va succéder l'après-Paris... Deux emballages pour un déchet tout aussi aliénant.

Car quelles différences entre Yalta et Paris ? Ce sont toujours quelques chefs terroristes qui se paient notre gueule et se divisent le monde selon leurs desiderata.

★

Le but de toute guerre

En attendant, hélas ! ces gens-là nous mijotent une petite guerre, mondiale ou presque, à laquelle nous devons nous plier... puisque c'est est le but essentiel. En effet, il y a belle lurette qu'il n'y a plus que les sots et les niais pour croire que le but d'une guerre est d'affronter et d'anéantir une armée ennemie. Dans une guerre, il y a un ennemi déclaré et il y a celui qu'on attaque, qu'on cherche à détruire, ou, en tout cas, à annihiler.

Ainsi, pour prendre les guerres de ce siècle, soient la Première et la Seconde Guerre mondiale, le Viêt-nam, l'Algérie, le Guatemala, la guerre Iran-Irak et quelques autres encore, l'ennemi officiel n'est qu'un prétexte servant à masquer le vrai but : en détruisant une fraction de la population « ennemie », une fraction suffisante, il s'agit de soumettre toute ladite population civile. Et, en effet, qui a parlé de détruire l'adversaire combattant ?

★

Hitler est le modèle de tous les militaires

Hitler qui en connaissait un rayon quant à la dictature, à la soumission, à l'écrasement des peuples, y compris le sien, ordonna à ses généraux de bombarder Londres. C'est-à-dire de s'attaquer à des civils afin d'ôter à Churchill le soutien du peuple britannique.

Que firent, de leur côté, les Britanniques ? Exactement la même chose ! On a oublié facilement et trop rapidement ici les bombardements alliés sur l'Allemagne, certes nazie, mais est-ce tellement plus grave d'être nazi que d'être démocrate proclamé et de participer en toute bonne conscience (judéo-chrétienne) à un système qui génère des milliards d'analphabètes, des milliards de pauvres absolus, et toujours plus d'êtres salariés, aliénés, soumis, exploités, spoliés, humiliés ! ? Que l'Allemagne ait été nazie ne peut être une justification à des bombardements comme ceux de Cologne, Lübeck, Dresde et tant d'autres villes où les objectifs déclarés étaient civils et jamais militaires ou industriels.

Un rapport officiel pour le gouvernement américain sur la possibilité d'utiliser l'arme nucléaire précisait en 1945 : «Aucun avertissement ne pourra être donné aux Japonais ; la cible la plus appropriée serait une usine d'armement voisine de logements ouvriers. » On ne saurait être plus clair.

Car – et c'est fondamental – ces bombardements antipopulation sont le fruit d'une pensée politique et militaire qui prône la destruction des civils plutôt que celle des militaires, la destruction des travailleurs plutôt que celle des usines et des machines. Une sorte de stade suprême du cynisme et de la réification. Il y eut d'ailleurs, en Grande-Bretagne, durant la Seconde Guerre mondiale, un débat sur la « morale » qui présidait à ces décisions stratégiques, débat aujourd'hui oublié : le seul à recevoir unanimement un brevet d'immoralité est Hitler. S'il le mérite bien, on lui associerait volontiers, si l'on trouvait quelque intérêt à décerner des brevets, fussent de connerie industrielle, toute la cohorte de chefs d'états-majors, généraux, colonels et autre « gradaille » de Grande-Bretagne, d'Union soviétique, des États-Unis, du Japon, d'Italie, de France et de Navarre.



I. Le nazisme repose sur une idéologie qui justifie le massacre intégral des Juifs, des Tziganes, des opposants politiques (les premiers déportés, dès 1933), des homosexuels, etc. Mais la démocratie a favorisé le génocide des Indiens d'Amérique et l'esclavage des Noirs et, dans la démocratie américaine tant vantée, des idéologues nombreux justifiaient cet esclavage au nom des valeurs chrétiennes « démocratiques ». De même, Athènes est considérée comme une démocratie, alors qu'il n'y avait que quarante mille citoyens contre trois cent mille esclaves !

De nos jours, les démocrates sont aux commandes et leurs idéologues (par exemple Attali, Delors ou autres) justifient les mesures du FMI et de la Banque mondiale. Ces mesures entraînent la mort de milliers d'êtres humains, et les experts calculent même ce nombre de mort dès le stade du projet, avant l'imposition concrète des mesures. D'ailleurs McNamara, ancien directeur du FMI, déclarait, alors qu'il occupait cette très importante fonction : « La maladie épidémique est une voie naturelle pour réduire la population. Il faut prendre des mesures draconiennes contre la volonté des populations. Réduire le taux de natalité s'est avéré impossible ou insuffisant. Il faut donc augmenter le taux de mortalité. Comment ? Par des moyens naturels : la famine et la maladie. »

Ce que dit McNamara, qui n'est guère différent de ce que dit Hitler dans Mein Kampf, est l'aveu que la différence entre le nazisme et la démocratie bourgeoise réside dans les moyens employés, et non dans les fins. La fin, c'est l'extermination des populations considérées comme hostiles, les juifs, les Tziganes, etc., pour les nazis, les sous-prolétaires et les prolétaires du Sud pour nos dictateurs démocrates. (Évidemment, ça se voit moins en Europe : ici, ça reste propre. Et vive l'eurocentrisme unanimement partagé de l'extrême droite à l'extrême gauche !) Les nazis avaient leurs idéologues et leur atroce concept de sous-hommes. Les démocrates ont aussi leurs idéologues et leurs concepts écrans (écrans entre le discours et les faits) qui se greffent tous sur les grandes théories des Droits de l'homme. (Sur notre critique des Droits de l'homme, nous vous renvoyons à Contre les Droits de l'homme, disponibles sur le site pesteetcholera.)

Mais les moyens sont autres : travail forcé jusqu'à la chambre à gaz pour les nazis. (Et bien sûr que ce n'est pas un détail. C'est d'autant plus important que les chambres à gaz révélaient au grand jour que la bourgeoisie au pouvoir cherche à ériger un Auschwitz planétaire. En ce sens, c'est un « détail » très gênant pour les fascistes qui ne cherchent pas vraiment à cacher que leur volonté est de transformer la société en camp de travail et de concentration, donc en camp de mort, mais qui n'ont quand même pas intérêt à le dire trop ouvertement.)

Les moyens, donc : travail forcé et chambres à gaz, donc extermination, pour les nazis ; famines et sous-prolétarisation, donc misère, pour les démocrates. D'ailleurs, absolument tous les indicateurs de niveau de vie dénoncent, dans les pays « pauvres », un accroissement du nombre d'individus vivant en dessous du seuil de pauvreté, voire du seuil d'extrême pauvreté (par exemple, de 45 % en 1985 à 67 % en 1988 d'individus en dessous du seuil de pauvreté au Guatemala).

C'est donc à nouveau la « logique » de l'extermination des populations dites hostiles (c'est-à-dire non utilisables dans une conjoncture économique de crise). Cette logique, nous l'avons rencontrée tout au long de notre traversée de l'histoire de la bourgeoisie au pouvoir. Vraiment, Hitler est un modèle, mais il s'agit de l'imiter sans que cela se voit !

Tout cela ne signifie pas non plus que le monde est manichéen. D'abord parce qu'il ne s'agit pas de savoir si c'est mal ou bien d'être nazi ou démocrate : ce n'est pas à partir d'un critère moral que nous rejetons le nazisme et les Droits de l'homme. Ensuite parce que les périodes de crise peuvent déboucher sur des conceptions où la dictature est ouverte, et c'est là la différence fondamentale entre nazisme et démocratie : dans le premier, la dictature est ouverte, dans le second, elle cherche à se dissimuler derrière la propagande, les élections, la liberté sexuelle, culturelle, culturelle ou autre. Mais les deux se rejoignent pourtant dans un présupposé commun : il existe une hiérarchie entre les hommes. Ceux de la race « aryenne » selon les nazis et ceux de la classe bourgeoise selon les démocrates doivent diriger les autres. Le nazisme et toute idéologie de caractère totalitaire ne sont donc que des outils supplémentaires au service du capitalisme, dont celui-ci se sert plus particulièrement en période de crise : ce qui est sûr, c'est qu'avec les nazis comme avec les démocrates nous devons, nous, subir, toujours subir !

L'exemple yankee

En quelques mois de guerre, en 1944-1945, après qu'ils eurent pu s'assurer des bases suffisamment proches du Japon pour le bombarder, ces sinistres individus ont réussi à exterminer cinq millions de civils japonais, rasant totalement la ville de Tokyo grâce à l'emploi de bombes incendiaires. Pourquoi incendiaires ? Parce que les maisons nippones traditionnelles étaient construites en bois : c'est donc plus pratique et plus radical dans ces conditions d'utiliser de bonne vieilles bombes incendiaires, non ? Et puis les usines, elles, sont en dur. Et les usines, ça peut toujours servir...

Les Américains, encore eux, sont responsables des bombardements les plus meurtriers qui aient eu lieu en France : Rouen, Noisy-le-Sec, Orléans... Méthode : lancer les bombes d'une altitude de trois à cinq kilomètres. À ces hauteurs-là, on arrose un peu partout et les civils s'en prennent plein la gueule, ces sales mêtèques prolétaires. Ainsi, en voulant (?) atteindre la gare des Aubrais, ces militaires hors pair touchèrent la cathédrale d'Orléans, à cinq kilomètres de là !



La farce de Nuremberg

On a oublié aussi le rôle des Yankees et de leurs alliés lors de la farce à vomir de Nuremberg, où une douzaine seulement de militaires (mais d'un seul camp, pourquoi ?) furent condamnés à mort.

Nuremberg, le procès d'Eichmann en Israël et celui de Barbie à Lyon sont trois sommets du mensonge et d'aliénation : on y a jugé des individus parfaitement ignobles et méprisables, qui ne méritaient sans nul doute que de crever dans la haine universelle. Mais, ce faisant, en organisant ces odieuses pantomimes, il s'agissait de diriger, d'orienter de détourner cette haine universelle, précisément contre ces quelques militaires ou politiciens, trop voyants, trop ouvertement scélérats. Et ainsi d'oublier que ce sont tous les gouvernants, tous les dictateurs, tous les militaires, tous les dirigeants des organisations non gouvernementales (les ONG, qui se montrent les zélés auxiliaires du FMI pour soulager le plus chrétiennement du monde les misères de peuples accablés par les mesures

économiques des organismes supranationaux... comme si ce n'était pas possible de suivre une autre politique) et toutes les autres merdes hypocrites avec lesquelles nous devons en finir.

★

Rassurons-nous, la France n'est pas en reste

Récemment, la France a condamné par contumace le capitaine Ortiz, militaire argentin spécialisé dans la torture de tout ce qui pense à gauche de son extrême droite, au point qu'il tortura à mort deux religieuses françaises. Mais la France a-t-elle condamné Videla, Viola, Galtieri et tous les autres responsables de la disparition de plusieurs milliers d'Argentins ? La France condamne-t-elle, fût-ce par contumace, les ayatollahs et autres mollahs qui ont exterminé douze mille prisonniers politiques rien qu'en 1989 ? La France condamne-t-elle les généraux guatémaltèques qui tuent sans vergogne les indigènes, encore aujourd'hui ?

Pis : si la France a condamné Ortiz, c'est parce qu'elle savait pertinemment que ce déchet de l'humanité est protégé par la scandaleuse loi d'amnistie que la classe politique bourgeoise et les militaires argentins ont concoctée ensemble. On pourrait même condamner Ortiz à mort que cela ne servirait à rien d'autre qu'à soulager sa bonne conscience comme on soulage son bas-ventre.

En organisant ce honteux simulacre de justice, en prononçant une sentence dont on est sûr qu'elle ne sera jamais exécutée, la France a assassiné une seconde fois tous ceux qu'Ortiz avait torturés à mort. La patrie des Droits de l'homme a une fois de plus été à la hauteur de sa bourgeoisie : de Vichy à aujourd'hui, en passant par la glorieuse Algérie « française » et le travail forcé des populations noires d'Afrique « française » (mais non, ce n'était pas de l'esclavage!), les bourgeois d'ici ont bien montré comment ils s'opposaient à la torture, à l'humiliation, à l'extermination.

★

Et voilà que Saddam Hussein entre en piste !

Alors, si on veut nous jouer la même embrouille avec Saddam Hussein, nous ne sommes pas preneurs. Saddam une crapule ? Ça oui, alors ! et vous messieurs des partis politiques, du Front National au Parti « Communiste » Français et même aux gauchistes (ah ! eux, ce ne sont que des crapules en puissance qui se cachent, mais gageons qu'ils sauront faire aussi bien que leurs aînés si par malheur ils s'emparent du pouvoir), messieurs, vous ne valez pas mieux que Saddam Hussein !

★

De l'Algérie au Golfe

Quelques autres exemples de guerres propres (selon nos braves dictateurs démocrates) démontreront que le mensonge est une partie décisive de la dictature, mensonge qui, bien qu'aliénant, est reçu comme la vérité parce que l'aliénation se développe. Plus un peuple est aliéné, plus ses dirigeants peuvent lui mentir et l'aliéner encore plus.

★

Voici un choix de quelques mensonges, mais la liste n'est pas close. Qu'on pense aux Philippines, à Grenade, aux rebelles d'Afrique, au Polisario, etc.

Algérie

Lors de sa campagne de pacification, l'armée française, entre autres exactions, avait instauré des « centres de regroupement » qui préfiguraient les hameaux stratégiques vietnamiens. Il s'agissait de « villages regroupés », « recasement », « resserrement », « regroupement », selon les termes officiels. Dans un rapport de décembre 1958 sur ces camps, Michel Rocard (!) estimait les paysans déplacés à plus de un million, vivant dans des conditions d'une précarité inconnue d'eux auparavant. « Atteints dans leur revenu, les fellahs le sont aussi dans leur dignité. Ils sont placés vis-à-vis du commandement et du chef de SAS (Sections d'action spéciales) dans un état de dépendance totale. Plus rien n'est à attendre de leur initiative. » Notons seulement que le déplacement de population n'était pas une innovation : Charlemagne avait fait de même avec des Saxons récalcitrants qu'il envoya voir en pays franc si ce n'était pas mieux, alors que dans le même temps, des Francs occupaient les terres abandonnées par les Saxons. C'était il y a 1200 ans...

Viêt-nam

La sale guerre yankee fut, en son temps, dénoncée souvent efficacement et l'on sait que les massacres de Song Mi ou My Lai ne furent pas les seuls. Partout, le but était non pas d'affronter militairement le Viêt-cong, mais de lui ôter tout soutien dans la population. Comment ? En déplaçant les villageois paysans, en les privant ainsi de leurs ressources, en les exterminant si nécessaire. Ils furent regroupés de force dans les hameaux stratégiques, ces camps de concentration dont l'idée est actuellement reprise au Guatemala.

Guatemala

Depuis 1960, les indigènes et les paysans pauvres y sont en rébellion armée contre le pouvoir des militaires. Un seul chiffre montre le but poursuivi par l'armée : de la fin 1981 à la fin 1982, 636 guérilleros ont été officiellement tués par l'armée, contre 104 militaires. Mais les civils assassinés ou portés disparus dans le même temps sont estimés à 75000 ! Le cynisme guerrier apparaît dans toute sa nudité : 750 combattants tués, pour 75000 civils assassinés, soit cent fois plus !

En outre, un million de personnes ont été « déplacées » (chiffre et terme officiels) sur une population totale de neuf millions. Quatre cent quarante villes, villages et hameaux ont été détruits, toujours selon l'armée. Et il y a 150000 réfugiés au Mexique, selon les estimations les plus sérieuses.

★

Les otages de Saddam... et les autres !

À travers l'histoire, ce sont toujours les civilisés qui ont pris des otages, et cela à seule fin d'éviter la guerre. Ainsi, César, durant ses campagnes en Gaule, étant peu confiant envers la parole des tribus gauloises, prenait des otages à chaque fois qu'il concluait une alliance avec elles, par exemple avec les Sénon ou les Bituriges.

Cela n'empêcha d'ailleurs pas les Gaulois de se rebeller contre les Romains, qui exécutèrent leurs otages. C'est la règle de ce jeu-là, qui semble encore en amuser quelques-uns de nos jours.

La civilisation, stade suprême de la barbarie

D'habitude, on considère César comme le civilisé et les Gaulois comme les barbares. Ce jugement est sans nul doute sujet à controverse, mais peu nous importe ici parce que, pour parler du Golfe et des otages, quel soit le point de vue que l'on adopte sur César, on arrive à une seule conclusion : Bush, Thatcher ou Major, Mitterrand, Gorbatchev, Saddam Hussein, Moubarak, Assad et tous les autres sont des barbares qui jouent avec les otages !

Que les otages occidentaux nous fichent la paix !

Les otages de Saddam? La plupart sont des techniciens qui assureraient la maintenance des armes ou des puits de pétrole irakiens, en échange d'une véritable rente pour les majors pétroliers ou les sociétés d'armement ! Les Occidentaux qui travaillaient en Irak ne sont pas des prolétaires : ils faisaient très précisément partie des forces d'encadrement de la bourgeoisie des pays dominants, servant directement ladite domination sur les peuples des pays dominés avec la complicité de la bourgeoisie de ces derniers pays et pour son plus grand profit, bien entendu.

Ces « otages » n'ont donc d'autre intérêt de classe que celui de ces bourgeoisies, impérialiste et locale. Aucune plus-value n'est extraite de leur travail : ces Occidentaux travaillaient là-bas pour que Saddam Hussein et sa clique puissent tranquillement garantir à la bourgeoisie irakienne l'extraction de masses de plus-value sur le dos des prolétaires irakiens, pour le plus grand bonheur de la bourgeoisie impérialiste du Nord, cela va de soi.



Les vrais otages sont dix-sept millions

Mais il y a de vrais otages, et ils sont dix-sept millions! C'est la population irakienne prise au piège, au double piège de Saddam Hussein et des démocrates du Nord ? Pauvres Irakiens ! entre Bush, Gorbatchev, Saddam et jusqu'à Dieu, où peuvent-ils trouver leur salut ?

Question banco ! Les révolutionnaires estampillés d'ici ont trouvé la solution : il faut faire la révolution ! Certes, mais encore ? ?

Nous nous attacherons d'abord à dénoncer, non pas la guerre (va-t-elle venir ? allons-nous jouer, nous aussi, aux pronostiqueurs du Café du Commerce?), mais le blocus! Or, de ça, pas un mot. Les trotskistes se préoccupent bien plus de l'augmentation des prix du pétrole et de l'inflation. T'es irakien ? Tu peux crever !

Il y a aussi d'autres otages. Ce sont les prolétaires venus de leur pays pour travailler pour l'Irak. Ceux-là, Saddam Hussein s'en fiche, car il n'a rien à faire du prolétariat, sinon de l'ex-

ploiter, comme ses maîtres occidentaux. Ces otages-là sont Irakiens dans leur grande majorité, et comme en plus ils ont le malheur d'être les ressortissants d'une nation soumise à l'exploitation sans faille de sa bourgeoisie, fût-elle déguisée en caste, le monde entier les laisse crever. Leur tragique histoire montre en tout cas le peu d'intérêt que Saddam pour à l'internationalisme des exploités (ne parlons même pas d'internationalisme prolétarien). Dans cette affaire-là, Saddam a vraiment montré sa nature profonde : il est un dirigeant bourgeois, rien de plus, rien de mieux.

À ce sujet, précisons que nous ne nous sommes jamais fait d'illusion sur l'unité des pays du Sud. Si le conflit du Golfe a montré que les intérêts du Nord sont globalement soudés (les tensions entre les États-Unis d'une part, l'Allemagne et le Japon de l'autre, sont mineures comparées à la communauté de vues et d'intérêts), il montre aussi qu'il n'y a au Sud aucune conscience d'une communauté d'intérêts antagoniques à ceux du Nord. Pourquoi ? Tout simplement parce que les dirigeants du Sud ne s'occupent pas plus des aspirations de leurs peuples que ceux du Nord. Leur but est le même, exploiter tous ceux qu'ils peuvent et tout ce qui peut l'être. Ce qui n'empêche qu'il existe une contradiction Nord-Sud sur laquelle nous reviendrons plus loin.



L'histoire du bouclier humain

Le bouclier humain était dans un premier temps la seule façon d'éviter la guerre. L'autre méthode, c'est bien entendu la négociation. Saddam a joué sur les contradictions internes du Nord, et il les connaît bien, ces contradictions de ses adversaires, puisqu'il fut l'un de leurs plus fervents émules. La contradiction sur laquelle il joue opère au niveau de la propagande humaniste. Nous lui reconnaissons entière légitimité pour agir à ce niveau et tenter de se tirer d'affaire en manœuvrant tactiquement. Après tout, Saddam ne respecte pas moins les droits de l'homme que Bush ou Mitterrand. Pas plus, certes, mais pas moins non plus. Alors, nous ne nous battons pas autour d'un concept bourgeois, les Droits de l'homme et la propagande humaniste en général, qui n'attirent plus depuis des lustres que les charognards de la politique.



Quelques chiffres gênants

Le pétrole serait la cause du conflit du Golfe. Or, l'Irak et le Koweït contrôlent moins de 11 % de la production mondiale (4,4 millions de barils par jour, contre 12 millions pour l'Union soviétique, 9,2 pour les États-Unis, 5 millions pour l'Arabie Saoudite...). C'est dire que si crise du pétrole il y a,

2. Tous les groupes révolutionnaires ont adopté face au conflit du Golfe une position tactique. Ils ont hésité un peu et se sont lancés dans une critique timide des dirigeants des pays dominés. Et encore : qui critique la solution pan-arabe ? Et qui a dévoilé les enjeux réels de la guerre ? Le pétrole ? Foutaise ! Prétexe ! L'enjeu réel est de peaufiner toujours le mode d'exploitation et d'aliénation, de l'adapter aux conditions de crise dont il n'est pas question pour le moment de pouvoir sortir.

En effet, ayant des difficultés à conserver un taux de plus-value correct (la crise de la baisse tendancielle du taux de profit, baisse à comprendre à l'échelle mondiale, qui est celle du système capitaliste contemporain, et non pas à l'échelle d'un seul pays ; c'est le terrain de l'exploitation), la bourgeoisie doit effrayer et aliéner toujours plus les prolétaires (c'est le rôle de l'aliénation). Les Droits de l'homme ont servi, servent et serviront encore essentiellement à cela. La logique de guerre vient compléter cet arsenal, depuis quelques mois en constante amélioration (1989 : le triomphe des Droits de l'homme. Fin 1989 : triomphe du devoir d'ingérence avec Panama et la Roumanie. Mi-1990 : triomphe de la logique de guerre. Où donc s'arrêteront-ils?)

Avec le conflit du Golfe, le problème n'est pas de récupérer du pétrole. Il y en a d'ailleurs toujours autant sur le marché, ce qui s'est traduit ici par la baisse du prix à la pompe après la hausse de cet été. Le pétrole est une explication matérialiste-mécaniste, donc insuffisante et erronée. L'enjeu est l'imposition dans les faits et les idées que le monde est entré dans la phase de la logique de guerre, après celle de la guerre froide, ce qui modifie considérablement les données en ce qui concerne la lutte pour la libération.

C'est donc sur le plan stratégique que nous devons nous opposer aux entreprises de la bourgeoisie dans le Golfe, et non sur le plan tactique qui ne peut intéresser, lui, que les quinquilliers de la révolution.

Non, ce n'est pas à la guerre que nous ferons la guerre ! Mais à la « logique de guerre ». Paix ou guerre, la bourgeoisie érige Auschwitz à l'échelle planétaire. Nous aimons la guerre, mais pas n'importe laquelle : celle qui sera le paroxysme de la lutte des classes et qui, seule, nous débarrassera de nos bourreaux capitalistes !

ce n'est qu'une crise des oligopoles et des spéculateurs³. La hausse démesurée des prix à la pompe en août 1990 l'a d'ailleurs largement démontré. (Cela dit, il est vrai que le principal des réserves mondiales de pétrole exploitables selon les techniques actuelles, donc sans tenir compte notamment des énormes réserves de schistes bitumineux qui se trouvent aux États-Unis et au Canada, ni des réserves de gaz profond et de pétrole lourd que l'on rencontre essentiellement en Amérique du Sud, se situe dans la zone du Golfe, ce qui relativise les données précédentes sans renverser leur sens : à court terme, il y a la possibilité d'une relative pénurie, notamment dans des pays comme le Japon, mais à moyen terme, cette éventualité est totalement infondée.)

Le record historique du prix du baril est de cinquante dollars (exprimé en dollar constant). Durant la « crise », il n'a jamais approché ce record, restant près de dix dollars plus bas.

Les pays producteurs de pétrole perçoivent 0,76 % du prix du pétrole à la pompe. L'État français, lui, s'en octroie plus de 75 %, soit cent fois plus ! À qui le crime profite-t-il ?

Car quelles populations souffrent d'abord de ces cours des matières premières en yoyo, sinon celles des pays du Sud ? Ce qui nous permet de dire deux mots de la solidarité de Saddam Hussein avec les peuples du Sud : il n'en a cure !

★

La contradiction Nord-Sud

Pourtant, la contradiction Nord-Sud existe, même si toute la propagande médiatique s'acharne à la dissimuler. Mais ce ne sont pas les dirigeants des pays dominés qui sont porteurs de l'antagonisme. Au contraire, ces bourgeoisies locales au pouvoir dans ledit tiers monde s'attachent à réprimer par tous les moyens, dont la mascarade du respect des Droits de l'homme, l'expression de cet antagonisme. Ce sont les classes exploitées qui représentent, dans les pays dominés du Sud comme du Nord, la seule force capable de faire pièce aux bourgeoisies du Nord et du Sud.

★

Les politiques des otages

Et nous, là-dedans, qu'avons-nous à proposer ? Dénoncer le blocus. Dénoncer le montage de l'Occident autour de ses otages. Qui donc osera dire que ces otages-là étaient de dangereux et nuisibles experts militaires ou pétroliers, qu'ils participaient donc à des industries qui nous réprouvons et que nous détruirons, qu'ils travaillaient au profit d'une classe que nous combattons ?

Pourtant, motus ! sur le boulot des otages. Ces otages que nous dénonçons comme des agents du néocolonialisme, de la bourgeoisie impérialiste. Peu nous importe leur sort, et nous ne nous sommes pas réjouis au retour des otages français : il s'agissait là d'une opération de propagande, d'aliénation, qui, comme le procès de Nuremberg, visait à camoufler des politiques dictatoriales, qu'il s'agisse de la démocratie ici ou de la tyrannie de Saddam Hussein là-bas.

Mitterrand et Saddam avaient tous les deux à gagner à cette libération. Nous, rien ! Alors, nous ne nous unissons pas à ces touchantes évocations humanistes, pas plus que nous n'avons oublié que la libération du Liban des Carton, Rochot, Kaufman et autre Fontaine – ces journalistes ! – a coûté la vie à des milliers de prolétaires irakiens et iraniens du fait des armes livrées aux ayatollahs pour récupérer ces fouille-merde.

Donc : dénonciation de la politique du blocus. Dénonciation de la politique des otages, gérée et arrangée par l'Occident et Saddam Hussein.

Le blocus prend en otage dix-sept millions d'Irakiens entre Bush et Saddam. Et là, il ne s'agit plus d'une prise de pseudo-otages, à moins que l'on considère qu'être arabe, finalement, est un risque en soi... ce qui n'est pas totalement faux dans notre beau pays raciste et eurocentrique !

Dix-sept millions d'Irakiens coincés entre leur dictateur et les nôtres ! Si la seule solution reste, c'est évident, la révolution, il n'empêche que c'est plus facile à dire qu'à faire. Et que, nous qui ne sommes pas capables de la faire ici, du moins dans l'immédiat, nous devrions peut-être arrêter de meugler, comme les gauchistes : « Une seule solution, la révolution ! » Parce que, à partir de ce moment-là, en prenant conscience du gouffre que nous avons devant les yeux, on commencera peut-être à parler politique !

★

Quelle solution pan-arabe ?

La solution pan-arabe, disent certains. Comme si Moubarak, Chadli, Hussein de Jordanie, Assad, Khadafi ou Hassan II étaient des types en qui le peuple arabe pouvait avoir confiance, alors que tous passent leur temps à se foutre de lui, à trahir sans cesse ses aspirations ou à l'aliéner davantage en lui parlant d'islamisme et autres religiosités rétrogrades.

La solution pan-arabe est une solution au profit de la classe au pouvoir dans le monde arabe, la bourgeoisie. Et même arabe, un bourgeois reste un bourgeois : à la lanterne !

★

L'islam, un vrai danger

Le silence gêné de l'extrême gauche sur l'islam, cette religion qui, comme toute religion est l'opium du peuple, nous amuserait si l'époque n'était pas si grave. Les peuples arabes sont aliénés par cette religion qui domine leur vie sociale. Ainsi, en Arabie Saoudite, une femme ne peut même pas conduire une automobile ; en Iran comme dans beaucoup d'autres pays musulmans, les femmes adultères sont lapidées. Mais surtout, au-delà de ces faits qui ne seraient que des anecdotes si on ne pouvait les généraliser à tous les niveaux de la vie communautaire ou individuelle, il est une donnée incontournable : là où l'islam domine, on peut parler de société musulmane, et non laïque. Et il en va de même pour toute société où un mode d'aliénation est largement dominant : ainsi, on parle bien, en Occident, de société médiatique, ou hyper-médiatisée, etc. C'est-à-dire que les distinctions entre islam et intégrisme

a3. Le pétrole n'est en rien la cause ou l'enjeu de ce conflit. Saddam Hussein n'a jamais menacé d'arrêter la production ; au contraire, il a même proposé son brut à un prix inférieur à celui de l'Organisation des pays producteurs et exportateurs de pétrole (Opep) pour tenter de briser le blocus. Et comme il n'est pas fou, il sait parfaitement que s'il ne vend pas son pétrole, il peut mettre la clé sous la porte. Ce sont donc les lois du marché qui déterminent, comme toujours dans le système capitaliste, le prix du pétrole, donc les gains de Saddam Hussein. Or, et c'est là que le bât blesse, le marché du pétrole est contrôlé par quelques oligopoles : les majors pétroliers et les pays producteurs, la plupart regroupés dans l'Opep. (Mais le Mexique, par exemple, ne fait pas partie de l'Opep et a pratiqué des cours bas depuis le début du conflit.) C'est donc pour les majors et les pays producteurs, pour lesquels le pétrole est un outil de spéculation comme n'importe quelle autre matière première, que Saddam Hussein représente une perturbation dans les mécanismes, mécanismes qui assurent des gains d'autant plus substantiels qu'ils sont relativement stables. Saddam Hussein se sert donc du pétrole afin de s'assurer une position de pouvoir plus forte, mais c'est cette position renforcée sur le marché qui gêne les spéculateurs par le risque de dérèglement important qu'elle risque effectivement d'entraîner, et non pas la menace totalement infondée de la fin de l'approvisionnement de l'Occident en pétrole.

ne sont pas pertinentes du point de vue de la société dominée par l'islam (et c'est le cas en Algérie, en Arabie Saoudite, en Iran, au Pakistan, etc.).

L'aliénation chez nous, ce n'est plus la religion catholique que, grâce à Dieu! nous avons remplacée par la religion cathodique. Depuis que l'Occident sait que Dieu existe (seule une charogne de son genre pouvait créer en les imbriquant si étroitement les uns dans les autres les organes de la jouissance et de la reproduction et ceux de l'excrétion), peu lui importe son dieu. Ceux de la télé sont bien aussi obscènes et dégoûtants que celui des crétins, pardon ! des chrétiens (étymologie de crétin : déformation de chrétien qui dit bien ce qu'elle veut signifier). Du coup, l'Occident et, en l'espèce, ses forces les plus avancées dans la lutte pour la libération et l'émancipation semblent se désintéresser de cette question. L'aliénation chez nous sous ses diverses formes (dont la religion) et ailleurs sous sa forme essentiellement religieuse (dont l'islam) serait un problème réglé ! Eh bien non. L'islam gangrène les peuples arabes comme les médias stérilisent les peuples occidentaux. C'est dire que, une fois de plus, ce n'est pas des peuples en tant que tels que viendra la libération, mais de ceux qui, parmi les classes exploitées de ces peuples, auront vaincu l'aliénation.

★

La Troisième Guerre mondiale comme si vous y étiez

Pour nous reposer, faisons un peu de roman, niveau OSS 117.

Novembre 1990. Un bout de désert, quelque part en Arabie Saoudite. En effet, un Bédouin sur son chameau vient de traverser la page. Mais derrière lui, à gauche, voici qu'arrive une patrouille militaire irakienne. Elle s'égaré, franchit les lignes américano-égypto-saoudo-machinose. Des GI's font aussitôt feu. La Troisième Guerre mondiale vient de commencer.

Explication rapide, mais profondément juste : les GI's n'ont au mieux que deux siècles de sous-culture d'*american way of life* à se mettre dans leur sale caboche ! Pas vraiment pas de quoi cerner la complexité de la situation (une simple patrouille ennemie juste égarée) et encore moins de quoi comprendre la gravité de leur acte (zigouiller ladite patrouille).

Revenons à la réalité. La patrouille est maintenant française, et ceux qui l'interceptent sont irakiens. Alors le scénario est différent : les Irakiens reconduisent fort aimablement ces soudards gaulois à leur ambassade, sans les avoir malmenés le moins du monde. C'est que ces Irakiens, bien que simples deuxièmes pompes, ont cinq millénaires de civilisation derrière eux, depuis la fameuse Mésopotamie. Ils sont donc loin d'être des sauvages, comme les Yankees, bien qu'on nous les dépeigne ici sous les traits de sales-bicots-fanatiques-qui-égorgent-des-moutons-et-des-Occidentaux.

D'ailleurs, ceux qui se lancent dans ce genre de propagande (du *Point* à *l'Événement du jeudi* en passant par *La Cinq* et *Libération*) sont les dignes rejets des ignobles crétins qui s'emparèrent de Dreyfus pour en faire un youtre, un youpin et autres amabilités (à sa charge, Dreyfus était militaire...). Aujourd'hui, ces fils de Déroulède ont un Dreyfus arabe (on n'arrête pas le progrès !) à se mettre sous la dent, un dénommé Saddam Hussein, qu'ils appellent le Nouvel Hitler, le Boucher de Bagdad ou autres joyusetés.

Outre leur caractère ridicule (une insulte n'a jamais pallié une déficience d'analyse politique, sinon le CRS-SS de 1968 aurait débouché sur le Grand Nettoyage), nous ne souscrivons

pas à ces insultes, parce qu'elles ne touchent que Saddam. S'il est le Boucher de Bagdad, Mitterrand est celui d'Alger et de Sétif, Bush, ancien directeur de la CIA et vice-président de Reagan, est le Boucher d'Haiphong, de Panama, de Grenade et d'ailleurs, et itou pour Gorbatchev et pour tous les autres.

Il est heureux que ce soit une patrouille occidentale qui s'égaré derrière les lignes irakiennes et non l'inverse. Sinon, la Troisième Guerre mondiale aurait déjà commencé. Mais, commencée ou pas, et qu'elle commence un jour ou pas, nous sommes entrés, comme l'a dit Mitterrand, dans LALOGIQUE DE GUERRE.

★
★ ★

LA LOGIQUE DE GUERRE

Nous avons montré ce qu'est le but de toute guerre : exterminer une fraction suffisamment importante de la population civile pour s'assurer la paix sociale pour un moment. Rien à voir avec un affrontement entre militaires, puisque ceux-ci représentent toujours une même classe, la bourgeoisie, pour laquelle il n'est pas fondamental que le dirigeant se prénomme Adolf, François ou Margaret. (Nous excluons ici bien sûr les combattants révolutionnaires.)

La guerre étant cela, sa logique coule, hélas ! de source : soumettre les populations, soit par la guerre (comme on l'a voulu avec l'Algérie ou avec le Viêt-nam, comme on le cherche encore aujourd'hui au Guatemala, dans les Philippines ou au Pérou, entre autres), soit en agitant constamment le spectre de la guerre, comme le font le Parti « Socialiste », le Parti « Communiste » et tous les autres.

Il y a, bien entendu, une nuance entre la guerre elle-même menée par un Hitler et la logique de guerre développée par un Mitterrand. Nous venons de dire que cette nuance n'est pas fondamentale pour la bourgeoisie, car, guerre ou logique de guerre, l'essentiel est pour elle préservé : ses intérêts économiques et politiques, sa domination.

Cette « découverte » médiatique de Mitterrand sent sa propagande mensongère et aliénante : on dirait que la logique de guerre est quelque chose qui nous dépasse, qui dépasse nos dirigeants, qui se présentent comme de bons démocrates mis au pied du mur par le tyran Saddam Hussein. Mais qui a enclenché cette logique de guerre dans le Golfe sinon les puissances coloniales qui ont découpé les territoires au gré non pas de leur fantaisie, mais de leur seul intérêt : diviser les Arabes pour mieux les exploiter ?

N'ont-ils pas fait de même en Afrique noire où les États en forme de quadrilatères font fi du principe prétendument sacrosaint de la bourgeoisie démocrate : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ?

Aujourd'hui, on vient nous clamer que Saddam Hussein n'a aucun droit sur le Koweït ! C'est vrai, mais l'émir Jaber et sa clique d'imbéciles fanatiques de football, cette drogue moderne, ont-ils davantage de « droits », historiques, familiaux ou autres, sur le peuple qui habite dans les limites territoriales artificielles du Koweït? Bien sûr que non! Seul le peuple qui travaille, qui vit de la terre, a des « droits » dessus. Et encore, ces « droits » se résument-ils au simple fait d'y travailler, d'y déterminer sa propre organisation sociale, d'y accueillir qui bon lui semble. Sûrement pas de jouer aux impérialistes guerriers.

Bush, Mitterrand, Saddam et compagnie veulent s'arroger des droits sur le Koweït ou sur l'Irak comme hier tous s'arrogeaient des droits sur le Viêt-nam ou sur l'Algérie, comme aujourd'hui encore ils s'arrogent des droits sur le monde entier. C'est-à-dire sur nous !

Voilà qu'apparaît, nue, la logique de guerre : on veut nous faire gober que la guerre est une éventualité banale, « logique », du monde dominé par la bourgeoisie. Si un peuple, ou une fraction de peuple, ou *a fortiori* la classe prolétaire se rebelle, la logique de guerre étant désormais acceptée comme un mal nécessaire, ce peuple, cette fraction de peuple, cette classe, ces rebelles n'auront devant eux aucune autre perspective que l'anéantissement militaire immédiat. Cette guerre, banale et « logique », pèse sur nos têtes et cela complique considérablement notre travail de propagande émancipatrice dans la mesure où la bourgeoisie est en train de nous faire accepter le fait que toute rébellion représente la guerre et la barbarie.

La guerre du Golfe aura-t-elle lieu ? N'aura-t-elle pas lieu ? À cette question, la logique de guerre apporte la seule réponse qui compte pour la propagande aliénante de l'impérialisme : que la guerre éclate ou non, l'idée que nous sommes entrés dans l'ère de la logique de guerre, après celle de la guerre froide et après le court intermède du devoir d'ingérence, cette idée déjà bien ancrée de la logique de guerre permettra de justifier la poursuite de la politique impérialiste, au nom d'un intérêt commun de l'humanité. Cet intérêt qui nous serait commun, à la bourgeoisie et à nous, les exploités, serait bien sûr de préserver la paix bourgeoise face à la logique de guerre. Par un tour de passe-passe pourtant grossier, on nous a fait oublier que, si nous sommes entrés dans l'ère de la logique de guerre, c'est grâce à Mitterrand, à Bush, à Saddam Hussein, bref, à toutes les bourgeoisies de la planète, bien unies pour nous faire bosser et nous faire taire. Elles ont gagné ce conflit, qu'il dégénère en guerre ou pas, et nous, nous l'avons perdu.

Pour en arriver là, Saddam était l'homme idéal : il n'est pas révolutionnaire ni même progressiste. Le peuple irakien n'a rien à attendre de lui, le peuple arabe, non plus, et nous non plus ! Est-ce une raison pour n'attaquer que lui ? Non. Le fait qu'à travers son annexion du Koweït la bourgeoisie veuille faire passer son mensonge de la logique de guerre ne justifie

pas non plus, *a contrario*, qu'il faille soutenir Saddam, qui serait un danger mineur, face aux impérialistes du Nord, qui représenteraient le danger principal.

L'aspect principal du conflit du Golfe, à travers la logique de guerre, est la soumission des exploités, ceux des pays bellicérants, ceux des pays « spectateurs » ensuite. La logique de guerre est un mensonge de la propagande qui marque une nouvelle étape vers un monde pacifié, où les prolétaires n'auront qu'à se taire, s'écraser, banalement et logiquement, face à la bourgeoisie et à tous ses larbins : technocrates, militaires, flics, gardiens de prison, conseillers techniques dans les pays dits sous-développés, syndicalistes, politiciens, journalistes, aristocratie ouvrière des pays riches, sans oublier, bien entendu, la bourgeoisie nationale des pays dominés, etc. En résumé, la cause première du conflit du Golfe est un réajustement de la politique impérialiste, qui touche en priorité la région du Moyen-Orient, ce qui n'est pas une surprise, mais qui vise en réalité l'ensemble des exploités, du Nord comme du Sud. L'autre enjeu, c'est d'empêcher l'émergence d'un leader régional, en l'espèce un leader arabo-musulman, qui regrouperait sous sa bannière un ensemble de bourgeoisies et de peuples trop important pour ne pas être une cause potentielle de futurs déséquilibres. Par rapport à ce deuxième point, l'action militaire est donc envisagée comme une action préventive. Le troisième enjeu est la relative stabilité du marché du pétrole, pour le plus grand profit des majors pétroliers et des pays exportateurs du Moyen-Orient.

Ces gens-là sont tous du même camp : la bourgeoisie et sa domination. Notre camp est celui de la libération et de l'émancipation des opprimés.

POUR UNE SOCIÉTÉ SANS CLASSE ET SANS ÉTAT

¡ HASTA LA VICTORIA ! SIEMPRE !

12 janvier 1991

Note sur la *Logique de guerre*

Si nous republions aujourd'hui ce texte, alors qu'il a été écrit avant la guerre du golfe, c'est qu'il nous semble toujours actuel. Il contient cependant une erreur manifeste d'analyse : la guerre du Golfe n'a pas dégénéré en guerre mondiale, non pas qu'un nombre significatif de pays n'y ait pas participé, et des cinq continents. Mais, en face, l'Irak est resté isolé. Le conflit, en somme, s'est étendu dans le sens pro-américain (de l'Argentine au Japon, de l'Australie à la Tchécoslovaquie), mais pas en sens inverse. On ne peut donc pas parler, comme dans la Logique de guerre, de Troisième Guerre mondiale. Cette erreur d'appréciation est d'ailleurs largement à l'origine de l'inefficacité de notre travail à ce moment-là, puisque nous avions privilégié la propagande sur le long terme, alors que c'était d'actions spectaculaires et très significatives dont nous avions besoin.